

# LE DEVOIR

Vol. LXXXV - No 223

MONTREAL, LE LUNDI 26 SEPTEMBRE 1994

65c + TPS + TVQ / Toronto 85c

PERSPECTIVES

## Le journal à l'heure du zapping

Le plus grand journal du monde brillait hier de tous ses feux, place du Trocadéro, alors que des alpinistes dessinaient la première page du quotidien parisien *Libération* sur 30 m de haut et 25 m de large. C'est en construisant sa une en « temps réel » devant la foule assemblée que le journal fétiche des années 80 fêtait le lancement de sa nouvelle formule. Plus qu'un grand spectacle son et lumière, plus que le lancement d'un *Libération* revampé au goût du jour, l'événement soulignait la crise qui déchire aujourd'hui la presse française.

Pendant que les Parisiens découvraient un journal en couleurs, plus grand, deux fois plus épais (80 pages) et à la « couverture » métropolitaine, économique et sportive renforcée, on s'agitait dans les rédactions parisiennes. Les lecteurs du quotidien *Le Monde* avaient appris plus tôt que le 50<sup>e</sup> anniversaire de la vénérable institution serait l'occasion d'une rénovation annoncée pour janvier (« *Le Monde* doit redevenir un journal de référence dans tous les domaines », dit son directeur Jean-Marie Colombani). Ceux de *L'Événement du jeudi*, que leur magazine préféré est au bord de la faillite. Ceux de *L'Express*, le plus grand « news magazine » français, héritaient quant à eux d'une nouvelle directrice, la très médiatique Christine Ockrent, venue (oh scandale!) de la télévision.

C'est un cliché de dire que la presse française est en crise, et au premier titre la presse quotidienne. Presque tous les grands quotidiens parisiens perdent de l'argent et les autres, comme *Libération*, n'en font pratiquement pas. La crise est d'autant plus aiguë que ce que l'on nomme ici « la presse de qualité » (*Libération*, *Le Monde*, *Le Figaro*) n'a pratiquement pas changé ces dernières années alors que tous les grands titres européens (*El País*, *The Independent*, *La Repubblica*) ont renouvelé leur formule.

Contrairement au grand patron de presse Robert Hersant qui annonce qu'il n'y aura plus qu'un seul quotidien parisien dans dix ans, *Libération* fait le pari que la crise actuelle est plutôt une crise de l'offre (les Français lisent deux fois moins de quotidiens que les Britanniques et les Allemands, alors qu'ils sont les plus grands lecteurs de magazines au monde). Son objectif: faire de *Libération* un quotidien « de proximité » fournissant plus de services, abordant plus de sujets et assurant notamment une information métropolitaine de qualité « à l'américaine » (dix pages chaque jour) qui fait cruellement défaut ici.

Au journal minimal composé de flashes (style *USA Today*, *Info-Matin*), il oppose le « méga-journal » qui parle de tout à un public de plus en plus éclaté. Après le *Libé* gauchiste des années 70, après le *Libé* magazine et impertinent des années 80, Serge July veut faire le « journal total », offrant plusieurs niveaux de lecture, qui parle aussi bien des grands enjeux de la politique internationale que du marché du matelas à ressort (l'exemple est de lui!).

Mais les choses ne sont pas si simples car pour rentabiliser les 50 millions de dollars que coûtera l'opération (dont seulement 18 ont été avancés pour l'instant), *Libé* devra augmenter de 50 %, d'ici cinq ans, le nombre de ses lecteurs (stagnant depuis 1987). Lecteurs qu'il ne pourra pas tous « inventer » et qu'il devra nécessairement aller chercher du côté des magazines et du *Monde* qui est, en parts de marché, le titre parisien qui recule le plus. Les deux quotidiens profiteront donc de cette année d'élection présidentielle — qui gonfle les tirages — pour se livrer une véritable guerre en fonçant chacun dans des directions différentes.

« Les quotidiens français ont longtemps négligé les services, la consommation, les loisirs et l'information régionale. Comme si cela était contradictoire avec une presse de qualité », dit Vincent Giret, du magazine économique *L'Expansion*. Pendant ce temps, les journaux de province roulent sur l'or. Même le magazine phare des intellectuels de gauche, *Le Nouvel Observateur*, a découvert l'an dernier que ses lecteurs regardaient eux aussi la télévision. Résultat: il s'est doté d'un cahier radio-télé et son tirage a dépassé pour la première fois celui de *L'Express*. Cela n'est d'ailleurs pas étranger à la nomination d'un nouveau directeur à *L'Express* qui veut faire de celui-ci un journal grand public, plus accessible à la « génération du zapping télé ».

« Vous allez enfin découvrir combien vous avez changé », dit la publicité du nouveau *Libé*. Alors que sur l'esplanade du Trocadéro la fête se prolongeait jusqu'aux petites heures du matin, la France découvrait le journal à l'heure du zapping. Le philosophe Jean-Paul Sartre, qui a fondé l'ancienne feuille d'extrême gauche en 1973 avec Serge July, devait se retourner dans sa tombe!

INDEX	MÉTÉO
Agenda .....B6	Montréal Nuageux avec 60% de probabilité d'averses. Max: 20
Avis publics .....A4	Québec Nuageux. Un peu de brume le matin. Max: 18
Classées .....B4	Détails en B4
Culture .....B8	
Économie .....B2	
Éditorial .....A6	
Le monde .....A5	
Mots croisés .....B4	
Les sports .....B5	

L'ENTREVUE

Paul-Marie Lapointe, ce poète qu'on a voulu brûler

PAGE B 1



LES ACTUALITÉS

La tâche a été dure pour Parizeau

PAGE A 4



LES ACTUALITÉS

La peste pulmonaire est maîtrisée à Surat

PAGE A 4

## Aristide convoque le Parlement

■ Vive tension à Cap-Haïtien ■ Cédras accuse les Américains d'atrocités

D'APRÈS AFP ET REUTERS

Washington — Le président haïtien, Jean-Bertrand Aristide, a décidé de convoquer le Parlement mercredi à Port-au-Prince, afin de lui soumettre un projet de loi d'amnistie, selon un communiqué du chef de l'État en exil à Washington.

Par ailleurs, à Cap-Haïtien, la tension était vive après la fusillade entre les soldats américains et des policiers haïtiens qui a fait dix morts chez les policiers. Le chef de la junte, le général Raoul Cédras, a accusé les Américains d'atrocités.

Le chef de l'État en exil demande par ailleurs dans son communiqué la levée partielle immédiate des sanctions décidées par certains pays en plus de l'embargo des Na-

tions unies pour chasser du pouvoir les militaires qui l'avaient renversé en septembre 1991.

« Afin d'accélérer le processus de pleine restauration de l'ordre constitutionnel et suite au décret d'amnistie du 3 octobre 1993 promulgué en vertu de l'Accord de Governors Island, nous avons convoqué une session extraordinaire du Parlement pour le mercredi 28 septembre afin d'examiner un projet de loi d'amnistie », affirme le texte de la déclaration.

Selon les services d'information du président Aristide, ce dernier a demandé à une quarantaine de députés en exil de rentrer à Port-au-Prince pour se joindre aux élus restés dans l'île, afin d'atteindre le quorum requis.

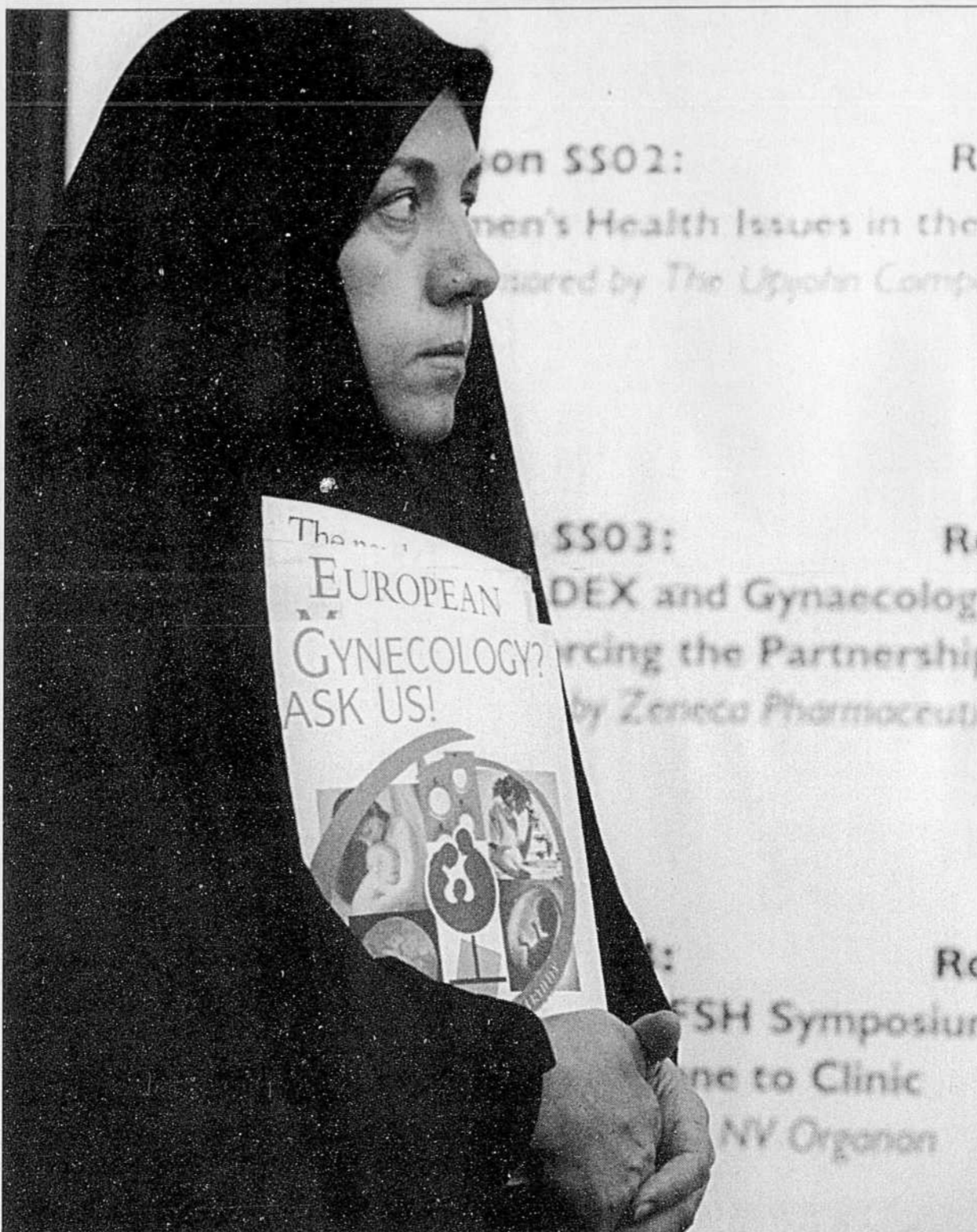
La loi d'amnistie est un des points clés de l'accord si-

gné dimanche dernier par l'ancien président Jimmy Carter et le président en exercice Emile Jonassaint, le président de la Cour constitutionnelle soutenu par les militaires putschistes.

La loi d'amnistie avait été prévue par l'Accord de Governors Island signé le 3 juillet 1993 par le président Aristide et le général Raoul Cédras, chef de l'armée haïtienne. Le président Aristide continue de se référer à l'Accord, qui n'a jamais été appliqué.

D'autre part, M. Aristide appelle dans sa déclaration les pays comme les États-Unis à mettre fin aux sanctions unilatérales en rétablissant notamment les liaisons aé-

VOIR PAGE A 8: ARISTIDE



Plus de 130 pays sont représentés cette année au XIV<sup>e</sup> Congrès de la Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique (FIGO), qui commençait hier au Palais des congrès, à Montréal. Sur la photo, Alavi Ghosieh, congressiste représentant l'hôpital Ghaem, en Iran. La diversité des mœurs, des croyances, des religions, des problèmes et des niveaux socioéconomiques des populations représentées risquent d'y susciter un véritable choc des idées.

## Peut-on choisir le sexe de son enfant?

Un comité de spécialistes en éthique d'obstétrique et de gynécologie rend ses recommandations

CAROLINE MONTPETIT  
LE DEVOIR

Interruption de la grossesse selon le sexe du fœtus ou son état de santé, maternité de substitution (mères porteuses), donneurs d'éléments génétiques dans le but de procréer, stérilisation, contrôle des naissances, usage d'anti-progestatifs, avortement, techniques de reproduction.

Jamais peut-être la science ne s'est-elle approchée autant de la nature et jamais autant de questions d'éthique se sont posées dans les domaines connexes de la gynécologie et de l'obstétrique.

Dans une liste de recommandations, rendues publiques hier, le comité éthique de la Fédération internationale d'obstétrique et de gynécologie, dont le XIV<sup>e</sup> congrès débutait hier à Montréal, rend son évaluation éthique sur ces questions cruciales et modernes que posent la sexualité et la reproduction.

Ainsi, au plan de la sélection du sexe des enfants, il déplore notamment « qu'une discrimination sexuelle profondément enracinée prévale encore dans de nombreuses sociétés et que l'avortement sélectif de fœtus femelles se soit manifesté récemment comme une nouvelle manifestation de cette injustice sociale ».

Ainsi, le comité conclut que la sélection préconceptionnelle du sexe « ne doit jamais être utilisée comme un moyen de discrimination sexiste, en particulier à l'encontre du sexe féminin ».

Pendant, le comité ajoute que la sélection préconceptionnelle selon le sexe du fœtus peut être justifiée en fonction de considérations sociales, dans la perspective

La sélection préconceptionnelle peut être justifiée dans la perspective « de permettre à des enfants de bénéficier de l'amour et de l'attention de leurs parents »

VOIR PAGE A 8: ENFANT

## Quand la Terre ne tient plus sur son axe

Protagoniste de la rébellion d'octobre 1993, Alexandre Routskoï dénonce le sommet Clinton-Eltsine

PAULE ROBITAILLE  
CORRESPONDANTE DU DEVOIR À MOSCOU

Le général Alexandre Vladimirovitch Routskoï, l'un des leaders les plus héroïques de l'opposition russe, n'aime pas les États-Unis. Pour lui, le sommet Eltsine-Clinton est une grosse farce. De toute façon, selon lui, la Russie est devenue le valet des Américains, Boris Eltsine leur marionnette.

Il étale la page centrale d'un magazine américain pour prouver son point. « Let's buy Siberia », titre la revue en lettres rouges. Routskoï s'énervait, monte le ton en fixant un journaliste de New York. « La Terre tenait sur un axe qui s'appuyait sur deux pôles, explique-t-il en faisant glisser lentement un rouleau de papier collant sur un crayon. L'URSS disparue, l'axe est devenu une épée entre les mains des Américains. »

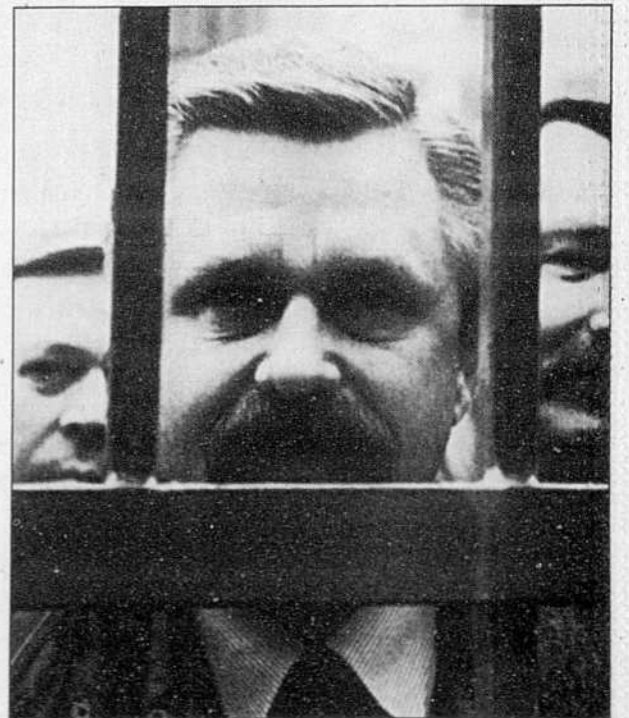
Aujourd'hui, selon Routskoï, le gouvernement dilapide le pays. L'économie s'effondre. « C'est la banqueroute complète! Tout cela à cause de l'impotence des dirigeants actuels. Le chômage dans le pays a dépassé le cap des dix millions. Au début de l'année prochaine, nous

aurons 30 à 35 millions de chômeurs, la moitié de la population active! »

Une fois au pouvoir, le général Routskoï promet de redonner au pays son image traditionnelle. « La Russie a 1000 ans d'histoire, lance avec verve le militaire de 47 ans. Dieu l'a prédestinée à être une grande puissance. »

Alexandre Routskoï n'a jamais pardonné aux États-Unis d'avoir appuyé le président Eltsine dans sa bataille sanglante contre le Parlement russe l'an dernier: « Comme si Bill Clinton envoyait l'armée américaine bombarder le Congrès », lance-t-il.

Le général Routskoï était l'un des protagonistes de la rébellion d'octobre dernier. Ex-vice-président, c'est lui que les députés rebelles avaient choisi comme président de leur gouvernement fantôme. C'est lui aussi qui, du haut du balcon de la Maison-Blanche, siège du Parlement, avait appelé la foule à prendre d'assaut la tour de télévision russe. La folle aventure avait viré au cauchemar et, le lendemain, le président Eltsine réglait ses comptes en en-



« Un beau jour, les Russes se libéreront de leur peur et de leur apathie, prédit le général Routskoï. Ils se soulèveront. »

VOIR PAGE A 8: RUSSIE

## ACTUALITÉS

## ENFANT

La maternité de substitution suscite des inquiétudes

SUITE DE LA PAGE 1

«de permettre à des enfants des deux sexes de bénéficier de l'amour et de l'attention de leurs parents».

Le comité recommande donc que la recherche dans ce domaine soit autorisée en fonction de son intérêt potentiel.

Par ailleurs, pour ce qui est de l'interruption de la grossesse après un diagnostic anténatal d'anomalie incurable, ou dans le cas des grossesses multiples, elle n'est pas exclue de la pratique d'obstétrique telle que conçue par le comité d'éthique mais doit se faire en fonction d'un certain code de conduite.

Pour ce qui est de la maternité de substitution, le comité, dont les seize membres proviennent de pays aussi divers que l'Inde, les États-Unis, le Canada, le Danemark et le Sénégal (etc.), la considère actuellement «avec les plus expresses réserves».

Ce comité se dit «particulièrement inquiet que la maternité de substitution est susceptible, d'une manière générale, d'attenter à certaines valeurs familiales».

Selon le comité, les arrangements faits avec la mère de substitution ne doivent pas revêtir de caractère commercial et ne doivent pas, en particulier, être organisés par des entreprises.

Lorsqu'une maternité de substitution est envisagée, les lois des pays considérés doivent être impérativement respectées et les intervenants doivent recevoir une information complète sur toutes les implications juridiques de l'entreprise.

Aussi, la liberté de décision de la mère de substitution doit être respectée.

Pour ce qui est des dons d'éléments génétiques, soit des ovaires ou du sperme, ils doivent se faire en général dans le respect du secret des donneurs, ainsi qu'avec leur permission écrite, et de façon à éviter les risques de consanguinité.

Ils ne doivent pas non plus prolonger la période de reproduction naturelle de la femme.

Quant à la stérilisation, qui soulève de nombreuses questions éthiques et même religieuses, elle commande que «le principe du consentement libre et éclairé soit rigoureusement respecté».

Ce principe du consentement implique que la patiente soit notamment informée du fait que sa décision est définitive et que la stérilisation masculine offre une alternative.

À ce sujet, le comité souligne que les «facteurs ethniques, raciaux ou socioéconomiques ne doivent jamais restreindre la liberté de choix des patientes en matière de stérilisation».

Par ailleurs, le comité souligne également que si certains praticiens sont opposés à la stérilisation en raison de leurs croyances religieuses ou philosophiques, ils ont parfaitement le droit de ne pas réaliser une stérilisation mais les patientes doivent être informées de la possibilité de pratiquer la stérilisation ailleurs.

Enfin, considérant que «l'avortement périlleux d'une grossesse non désirée est estimé responsable de la mort d'une femme toutes les trois minutes dans le monde», le comité estime que l'usage d'anti-progestatifs par les femmes peut contribuer à pallier ce problème.

Plusieurs de ces thèmes seront d'ailleurs abordés au cours des ateliers du XIVe congrès de la Fédération internationale de gynécologie et d'obstétrique (FIGO), qui compte présentement plus de 12 000 personnes inscrites.

Aujourd'hui, un rapport mondial sur la santé des femmes doit être rendu public.

Hier, au cours de la journée, des compagnies pharmaceutiques occupaient déjà les salles du Palais des congrès pour donner des conférences satellites concernant la santé des femmes et la gynécologie.

Tout au long de la semaine, la gynécologie en pédiatrie et chez les adolescents, les problèmes de désordres alimentaires, les méthodes inséminatoires de toutes sortes, les maladies transmises sexuellement, les cycles menstruels et de maternité ainsi que la population mondiale sont autant de thèmes qui seront traités en ateliers.

## Mandat de grève au Globe and Mail

Toronto (PC) — Pour appuyer leurs revendications, les employés syndiqués du quotidien torontois *The Globe and Mail* ont donné à leur syndicat le mandat de déclencher la grève, vendredi prochain.

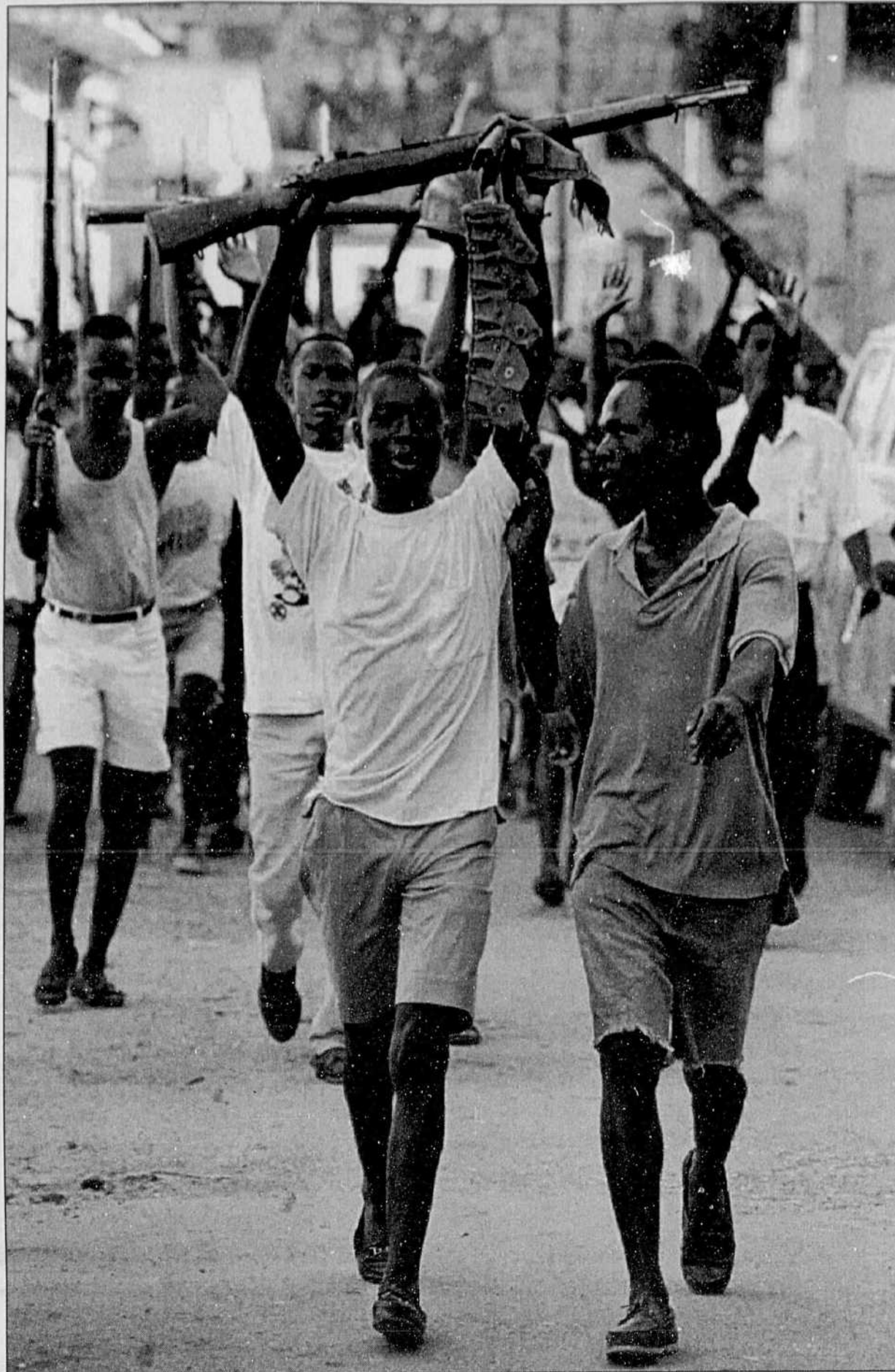
Des 243 employés qui ont voté, samedi, environ 90 % ont donné leur accord au débrayage. Ce qui signifie que 400 journalistes, vendeurs de publicité et employés d'entretien syndiqués pourraient débrayer à compter de minuit une minute, vendredi, si les parties patronale et syndicale ne sont pas parvenues à s'entendre.

La dernière offre de la compagnie prévoit une convention collective d'une durée de quatre ans, sans augmentation de salaire la première année et des hausses de 1 %, 2 % et 2 % pour les deuxième, troisième et quatrième années.

Le syndicat dit s'opposer au projet de la compagnie de garder les nouveaux employés de la rédaction «à contrat» pendant une période pouvant aller jusqu'à quatre ans.

Mais *The Globe* affirme que ses gestionnaires ont besoin de flexibilité.

Les employés syndiqués du journal sont privés de convention collective depuis juin. Les deux parties ont poursuivi leurs pourparlers, hier.



Ces habitants de Cap-Haïtien ont remis en dansant, hier aux autorités militaires américaines, les armes saisies aux policiers et soldats de la deuxième ville haïtienne qui ont abandonné leur poste après la mort de dix constables, tués par les marines samedi.

PHOTO AP

## ARISTIDE

Les Américains reconnaissent avoir tiré les premiers

SUITE DE LA PAGE 1

riennes avec Port-au-Prince.

«Nous exhortons ces pays à décider de suspendre ces mesures tout en maintenant les sanctions qui visent précisément ceux qui font obstruction à la restauration de la démocratie», ajoute le chef de l'État en exil.

Le président Aristide doit rentrer en Haïti après le 15 octobre, date limite fixée par les États-Unis pour le départ du pouvoir des putschistes, selon le secrétaire à la Défense, William Perry.

Par ailleurs, le colonel Tom Jones, commandant des unités de marines aéroportées, a reconnu hier que les soldats américains avaient ouvert le feu les premiers à Cap-Haïtien, au cours de l'incident qui a fait samedi soir dix morts côté haïtien.

Selon le colonel Jones, les troupes américaines patrouillaient près du quartier général de la police de Cap-Haïtien, la deuxième ville du pays, devant lequel se déroulaient «une manifestation pro-américaine de partisans d'Aristide», le président en exil.

Ce «groupe anti-Cédras», le chef de l'armée haïtienne, «échangeait des insultes dans un volley-ball verbal avec ceux qui se trouvaient à l'intérieur du quartier général de la police», a ajouté l'officier supérieur interrogé sur une base militaire à Cap-Haïtien.

Selon lui, «deux meneurs (dans le commissariat) qui criaient contre la foule se sont mis à faire des gestes avec leurs armes pour intimider les soldats (américains) dans la foule».

«Vers 19h (23h GMT), une de nos patrouilles commandée par un lieutenant a vu un individu brandir une arme automatique Uzi. Il a abattu cet individu et la fusillade a éclaté», a-t-il expliqué.

«Nous avons dit à nos troupes de ne pas utiliser la force sans absolue nécessité, mais que si cela devenait indispensable, d'y avoir recours complètement et sans hésitation», a souligné le colonel Jones.

Il a affirmé être convaincu que ses soldats avaient vraiment cru que leur vie ou celle des gens dans la foule étaient en danger.

Le général Cédras, qui s'est rendu sur les lieux avec le général Henry Hugh Shelton, le commandant de l'opération «Soutien à la démocratie», a de son côté accusé les États-Unis d'«atrocités». Il a exigé le limogeage et la cour martiale pour le colonel Jones, selon la chaîne de télévision CNN.

Deux des morts étaient en uniforme. Selon le colonel Jones, les tués étaient des policiers ou des attachés.

Dans la matinée, des centaines d'Haïtiens ont mis à sac le quartier général de la police et une caserne au Cap-Haïtien.

Dans une atmosphère de fête foraine, les civils se sont emparés des matelas, lits, tables, bureaux, lampes, s'arrêtant parfois le temps d'une photo. Un porte-parole militaire américain a identifié les dix victimes comme des membres de la police militaire haïtienne.

Le président Bill Clinton a justifié hier l'action des marines américains. Il a déploré la perte de vies humaines mais a estimé que les troupes américaines n'ont fait que se défendre. «Il doit être clair que les forces américaines sont prêtes à répondre à des actions hostiles et le feront», affirme un communiqué publié par la Maison-Blanche.

«Nous continuons de travailler avec les autorités militaires haïtiennes pour une transition pacifique», ajoute le communiqué.

Le secrétaire à la Défense, William Perry, a indiqué que les forces américaines — qui passeront dans les jours qui viennent de 13 000 à 15 000 — resteront jusqu'au début de l'an prochain.

À propos de la fusillade de Cap-Haïtien, il a déclaré à la chaîne de télévision NBC: «Nous nous attendions à des difficultés, et l'incident d'hier est typique de ce à quoi nous nous attendions.»

Après cet incident, le lieutenant-colonel Claude Josephat, commandant local de la police haïtienne, a envoyé un officier de liaison auprès des marines pour enquêter sur la fusillade.

Deux autres incidents ont éclaté samedi soir au Cap-Haïtien, a déclaré le commandant Steve Little. Des coups de feu ont été entendus en deux endroits de la ville mais personne n'a été blessé.

## RUSSIE

Un militaire dévoué à sa patrie

SUITE DE LA PAGE 1

voyant ses soldats «nettoyer» la place. La reddition des hommes du Parlement, faite en public, les mains derrière la tête, fut sans doute l'une des plus humiliantes défaites pour ce militaire, un héros de la guerre d'Afghanistan.

Cinq mois de prison lui ont permis d'écrire le programme de son parti. En février, l'amnistie votée par le Parlement lui a redonné la liberté. Routskoï s'est organisé, a parcouru le pays, doublé le leader du Parti libéral démocratique, Vladimir Jirinovski, dans les sondages. Son idée fixe: devenir président d'une Russie puissante.

Son grand appartement cosu, au centre de Moscou, à deux pas de la rivière Moscou, est devenu son quartier général. Dans le hall de marbre, une demi-douzaine d'hommes attendent leur tour sous l'œil discret des gardes du corps.

En entrant dans son bureau, on découvre cet homme costaud à la moustache fournie, lunettes sur le bout du nez, penché sur sa table de travail à fouiller des dossiers. Il ne détourne pas le regard. On attendra que son secrétaire nous présente.

L'endroit est sobre. Les tapis viennent de Chine et de Perse. Les murs sont couverts de livres; des ouvrages sur l'Armée rouge, la Bible en plusieurs éditions, le Coran, des classiques. «J'adore Shakespeare!», glisse-t-il comme ça. Et son chien entre dans la pièce. Le perroquet jacasse dans la cuisine.

Est-ce sa façon de gonfler la poitrine? Sa moustache à la gauloise? Ou sa manière de plaider la cause de son pays? Alexandre Routskoï a des allures de Jacques Parizeau. Leurs nationalismes, pourtant, diffèrent. Celui de Routskoï est boulimique. Il veut reprendre ce que la Russie a perdu, reprendre les ex-républiques de l'URSS et défendre les 25 millions de Russes qui les habitent. Sa solution à l'indépendance bornée de la Tchétchénie, petite république rebelle du sud du Caucase, est simple. «Bombardons!»

Routskoï n'a jamais été un communiste ni un réformateur. Il est avant tout un militaire dévoué à sa patrie. Pour lui, le courage est la plus grande vertu. A deux reprises, l'avion qu'il pilotait a été descendu en Afghanistan. Il a été fait prisonnier par les moudjahidines et a souffert des mois de prison dans des camps rebelles afghans.

Routskoï ne tolère pas la lâcheté et c'est pour cela qu'il a honte de son peuple lorsqu'il se rappelle les événements d'octobre dernier. «Nous voulions seulement que les gens se lèvent et expriment leur désaccord au gouvernement Eltsine, explique-t-il. Ils nous ont envoyé des télégrammes. Qu'est-ce qu'on peut faire avec des télégrammes? Les accrocher au mur, c'est tout. La peur pathologique que nos gens ont entraînée pendant 77 ans, cette peur-là, elle reste comme une vieille maladie.»

Aujourd'hui, il soutient que des centaines de milliers de gens à travers toute la Russie l'appuient. Mais les foules demeurent petites, bien plus petites qu'avant la rébellion d'octobre.

«L'opposition est divisée, avoue-t-il, la hargne dans la voix. Nous, les chefs des différents partis, ne réussissons pas à nous entendre. Depuis un an, je répète qu'il faut choisir un leader, ils ne m'écoutent pas... Lorsque j'y pense, cela me dégoûte.»

«Un beau jour, pourtant, les Russes se libéreront de leur peur et de leur apathie, prédit le général Routskoï. Ils se soulèveront. Là, ni Routskoï ni le président en place ne pourront les retenir. Espérons que la société n'explosera pas. Nous avons eu assez d'une révolution.»

## Un Albertain conseille Cédras

Calgary (PC) — Un Albertain, originaire de Calgary, est l'un des principaux conseillers de la junte militaire haïtienne honnie du général Raoul Cédras.

Il dit se prénommer «The Shadow», (l'Ombre), mais certains de ses anciens concitoyens de Calgary se rappellent de lui comme de Lynn Garrison, le gars qui aimait les avions.

«Je crois au général Cédras, et je crois que ce que je fais ici est correct», a dit M. Garrison au quotidien *Calgary Sun*, depuis son domicile à Port-au-Prince. «Il n'arrive pas souvent dans la vie d'un homme qu'il ait la chance de jouer un rôle dans le déroulement de l'Histoire.»

Garrison, qui s'est enrôlé dans les forces aériennes canadiennes après avoir terminé ses études secondaires, a déménagé en Californie en 1966 pour travailler dans l'industrie cinématographique. Après avoir passé quelques années en Irlande, il s'est rendu en Haïti en 1979 pour y tourner un film sur le vaudou.

Son passé militaire et son amour des avions lui ont permis d'entrer en contact avec l'élite militaire haïtienne et on lui a demandé de se joindre au général Cédras au moment du renversement du président constitutionnel, Jean-Bertrand Aristide, en 1991.

Rejetant les accusations de violation des droits humains portées par l'ONU et d'autres organisations humanitaires, Garrison accuse à son tour certains employés de l'ONU d'avoir pénétré dans des morgues, la nuit, pour en extraire des cadavres et les jeter dans la rue et faire croire à des atrocités.

Actuellement premier porte-parole du gouvernement en Haïti, où les forces américaines se déploient depuis lundi, il affirme que lorsque la junte cédera le pouvoir le 15 octobre en vertu de l'entente conclue avec le gouvernement américain, il travaillera au reboisement des collines haïtiennes.

Mais pour l'instant, il passe ses journées à traiter avec les médias internationaux et à prendre part à des rencontres de haut niveau au quartier général de l'armée haïtienne.

VOTRE DON VA LOIN

Grâce à vous, Développement et Paix soutient, dans le tiers monde, l'action de partenaires courageux qui luttent pour un monde plus juste.

Votre don va loin!

DÉVELOPPEMENT ET PAIX

5633, rue Sherbrooke Est Montréal (Québec) H1N 1A3 (514) 257-8711

l'interaction des peuples

LE DEVOIR

LES BUREAUX DU DEVOIR SONT OUVERTS  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 9H00 À 16H30  
2050, RUE DE BLEURY, 9E ÉTAGE, MONTRÉAL, (QUÉBEC) H3A 3M9  
RENSEIGNEMENTS ET ADMINISTRATION : (514) 985-3333

PUBLICITÉ  
AVIS PUBLICS CLASSÉS  
PUBLICITÉ  
NUMÉRO SANS FRAIS  
(514) 985-3344  
(514) 985-3344  
(514) 985-3399  
1-800-363-0305

SERVICE DES ABONNEMENTS  
DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H00 À 16H30  
Montréal (514) 985-3355  
Extérieur (sans frais) 1 800 463-7559